

Compte-rendu Audience avec notre nouveau Directeur 5 juin 2020

Notre nouveau Directeur, M. Yves Julien, nous avait donné rendez-vous ce matin pour se présenter et nous permettre d'évoquer quelques sujets.

NRP et mutations

Le Directeur le reconnaît : « l'idéal serait que les agents aient de la visibilité ». Oui, mais voilà, il n'en a pas.

La crise sanitaire a suspendu la mise en œuvre de la réforme. Maintenant, il s'agit de faire le point au niveau national, ce devrait être à l'occasion du CTR du 18 juin, et de relancer la concertation avec les élus locaux. Sur ce dernier point, rappelons que les élus tarnais n'avaient pas signé les conventions leur « proposant » les fermetures des trésoreries et des SIP de Gaillac et Mazamet, contre des permanences dans les MSAP et MFS. Bref, nous sommes dans l'inconnu.

Sans s'avancer, M. Julien suppose que cette « suspension » devrait avoir pour conséquence, a minima, un impact calendaire. Pour ce qui est de la parole présidentielle sur l'importance des services publics, sur un « monde d'après » qui pourrait rebattre les cartes... le Directeur défend la réforme quasiment comme si rien ne s'était passé. Les mêmes éléments de langage servent aussi dans « le monde d'après » : cette réforme est l'occasion de se rapprocher de nos usagers, particuliers ou collectivités, et de rendre un meilleur service.

Si le NRP doit être mis en œuvre, il compte sur le décalage calendaire pour faire que l'impact RH sur les collègues soit le plus minime possible, comme éviter qu'un agent arrive sur un service au 1^{er} septembre pour apprendre qu'il ferme 4 mois plus tard.

Nous avons rapidement évoqué la situation des agents en accueils de proximité. Face à nos arguments (statut, conditions de travail...), M. Julien se dit ouvert au dialogue.

Mutations des contrôleurs et information des élus en CAPL

Le mouvement national de mutation des contrôleurs est une catastrophe. Dans le Tarn, ce sont 6 collègues qui n'obtiennent pas le département suite à promotion et qui atterrissent loin, voire très loin. C'est aussi une collègue qui n'a pas réussi à rentrer l'an passé et qui n'y parvient toujours pas. Et combien d'autres dont nous n'avons même pas connaissance... vu que la DG se refuse à communiquer la moindre information.

Dès mardi, Solidaires Finances Publiques Tarn alertait et demandait une intervention auprès de la Centrale. M. Julien nous a affirmé être sensible au sujet et avoir d'ores-et-déjà saisi la DG de la situation de nos collègues.

Pour nous, la suppression des CAP est en cause : la DG fait désormais ce qu'elle veut, sans contrôle, sans respect des droits des agents. Elle se livre à une gestion comptable des ressources humaines, avec des conséquences inhumaines.

Localement, nous réclamons également de la transparence pour l'élaboration des futurs mouvements locaux de mutation. Le Directeur nous a dit qu'il sera attentif à l'évocation des dossiers (ce qui est le minimum prévu par la réforme). Pour ce qui est de l'information, il répond que nous en aurons, mais sans entrer dans le détail...

CHSCT et contexte sanitaire

Le dernier CHSCT portait sur le Plan de Reprise d'Activité. Nous avons émis un avis plus que critique, pas tant parce que nous pensons que cette Direction fait mal les choses ou se fout de la sécurité des agents, mais parce que les représentants des personnels ont eu trop peu d'information, trop peu de réponses à leur nombreuses questions.

Depuis, c'est « silence radio ». M. Galvain, pressé de partir, n'a pas pris la peine de répondre à cet avis laissant cela à son successeur. M. Julien nous assure que nous aurons une réponse... mais pas forcément sur tous les points et pas aussi complète que nous l'espérons. Selon ses explications, les représentants des personnels en CHSCT de doivent pas forcément avoir connaissance du PRA dans le détail ; il faudrait se contenter du cadre général, quitte à tirer la sonnette d'alarme par la suite en cas de dysfonctionnement. Ce n'est évidemment pas notre conception du rôle du CHSCT dont tous les membres sont acteurs de la prévention : ils doivent pouvoir intervenir en amont !

Nous avons aussi appelé à la vigilance quant aux conditions de travail dans un certains nombre de services, notamment SIP et SIE, qui doivent gérer les charges accumulées pendant le confinement, tout en faisant face à une actualité lourde.

Accueils

Alors que, dans d'autres directions, les pressions se font de plus en plus fortes pour une réouverture quasi normale des accueils, M. Julien nous rassure en nous indiquant que, dans le Tarn, il maintient le principe de l'accueil sur rendez-vous à titre exceptionnel. Sécurité des agents et des usagers avant tout !

Cependant, sans passer à cet extrême que constituerait le retour à un accueil classique, nous lui faisons part d'une montée des incivilités et des tensions, et de la nécessité d'aller au-devant de l'utilisateur, pour mieux l'informer et lui proposer des solutions. En outre, la campagne d'impôt sur le revenu ne doit pas faire oublier les autres services qui peuvent être fortement sollicités. Nous avons évoqué les Serveurs Vocaux Interactifs (SVI) qui n'ont pas été mis à jour : il fallait faire intervenir des techniciens externes, ça coûtait trop cher. Améliorer l'affichage sur nos sites : ça a été fait... mais nous faisons remarquer qu'un panneau sur le parking usager de Rue du Roc à Albi aurait été une bonne idée. Enfin, si le contexte sanitaire s'améliore, le Directeur indique que nous pourrions donner plus de RDV.

Zéro cash

Autre réforme en cours, elle est également suspendue. La deuxième vague d'expérimentation, qui devait démarrer en avril, a été lancée avec le dé-confinement. Comme il faut au moins faire semblant d'en attendre un bilan, la mise en œuvre généralisée est décalée : ce n'est plus le 1^{er} juillet... mais la rumeur parle de fin août.

M. Julien indique par ailleurs que le marché pour les régies n'est toujours pas finalisé. Il reste donc un certain nombre de modalités à définir. Cependant, il note que le confinement a pu avoir un impact sur l'évolution des modes de paiement, allant dans le sens d'une disparition du numéraire.

Tarn Habitat

Nous avons attiré l'attention du Directeur sur la situation de ce service. La DDFiP perd cette mission au 31/12/2020, Tarn Habitat récupérant la gestion. Entre confinement et dé-confinement qui n'ont facilité le travail pour personne, et la pression d'une fin d'année pouvant être compliquée, il faudra être vigilant quant aux conditions de travail de nos collègues.